

SÉRIE DE POLICY BRIEFS DU PROJET GROW AFRIQUE DE L'OUEST



soins non rémunérés et normes sociales dans les zones de mangroves du site Ramsar 1017 au Bénin

RÉSUMÉ

Le travail domestique non rémunéré, principalement pris en charge par les femmes et les jeunes filles, est une composante essentielle mais souvent négligée des économies familiales dans les zones de mangroves au Bénin. Cette étude examine l'impact des soins non rémunérés et des normes sociales sur les activités économiques des femmes dans la production de sel, le fumage de poisson et le maraîchage. En moyenne, les femmes consacrent 62 225 heures par mois aux soins non rémunérés, avec des implications directes sur leur participation économique. La recherche révèle également que les normes traditionnelles limitent les opportunités économiques des femmes, en particulier en termes de mobilité et d'accès aux services financiers. Ce document propose des politiques pour alléger la charge des soins non rémunérés et promouvoir l'égalité des genres.

POINTS SAILLANTS

- Les femmes consacrent en moyenne cinq heures par jour aux tâches domestiques et aux soins familiaux, soit 62 225 heures par mois au total, contre seulement 1,5 heure pour les hommes.
- Seulement 2,4 % des ménages disposent de services de garde formels, ce qui accroît la dépendance aux aides informelles, freinant l'accès des femmes aux activités économiques.
- Les perceptions traditionnelles des rôles de genre entravent l'autonomisation économique des femmes, avec 36,05 % des répondants jugeant certaines tâches exclusivement masculines.
- Des solutions incluent le développement d'infrastructures de garde, la sensibilisation aux normes de genre et des politiques d'accès au microcrédit pour renforcer l'indépendance économique des femmes.

INTRODUCTION

Dans les communautés rurales, les femmes assument une part disproportionnée du travail domestique et des soins non rémunérés. Ce travail, bien que crucial pour le bien-être familial, n'est pas pris en compte dans les statistiques économiques et limite l'accès des femmes à des opportunités économiques. Dans les zones de mangroves du Bénin, ces soins non rémunérés, combinés aux normes

sociales traditionnelles, ont un impact direct sur la participation des femmes à des activités génératrices de revenus telles que le maraîchage et la transformation des produits de la mer (Figure 2). Cette étude se concentre sur la manière dont les soins non rémunérés affectent l'indépendance économique des femmes et comment les normes sociales influencent cette dynamique.



Figure 2. Fumage traditionnel de poisson

MÉTHODOLOGIE

L'étude a impliqué 300 ménages répartis dans plusieurs zones de mangroves, en utilisant des questionnaires et des entretiens pour recueillir des données quantitatives et qualitatives.

Collecte de données

Les femmes et les hommes des ménages ont répondu à des questionnaires détaillant leurs activités domestiques et leurs perceptions des rôles de genre. La durée consacrée aux soins non rémunérés a été calculée en moyenne mensuelle, en distinguant les activités de soins directs aux membres de la famille des autres tâches domestiques.

Analyse des normes sociales

Une enquête qualitative a permis d'analyser les normes sociales perçues concernant les rôles

de genre, afin de comprendre comment elles influencent la répartition des tâches et l'accès aux décisions économiques. Ces perceptions ont été mesurées pour évaluer leur impact sur l'autonomie des femmes.

Analyse statistique

Les données ont été analysées par des statistiques descriptives et des corrélations pour évaluer comment les soins non rémunérés affectent les capacités des femmes à participer aux activités économiques et à prendre des décisions au sein du ménage.



PRINCIPAUX RÉSULTATS

L'étude a révélé que les soins non rémunérés sont un frein majeur à l'indépendance économique des femmes dans les zones de mangroves, accentué par les normes sociales restrictives.

Charge de travail non rémunéré

Les femmes de ces communautés consacrent en moyenne cinq heures par jour aux soins non rémunérés, soit 62 225 heures par mois, tandis que les hommes n'y consacrent qu'1,5 heure par jour. Cette charge excessive limite fortement le temps que les femmes peuvent allouer aux activités rémunératrices, compromettant leur indépendance financière.

Accès aux services de garde et soutien social

Seuls 2,4 % des ménages disposent de services de garde formels, obligeant 72,7 % d'entre eux à s'appuyer sur des aides informelles comme les proches et voisins. Cette situation restreint davantage la mobilité et l'accès aux opportunités économiques pour les femmes, qui ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour déléguer les soins familiaux.

Influence des normes sociales sur les rôles de genre

Les normes sociales traditionnelles limitent significativement l'autonomie des femmes. Environ 36,05 % des répondants estiment que certaines tâches sont réservées exclusivement aux hommes, et 23,26 % des femmes affirment que ces normes entravent leur capacité à prendre des décisions économiques au sein du foyer. Ce contexte réduit non seulement l'engagement des femmes dans les activités économiques mais aussi leur capacité à exercer un contrôle sur les ressources familiales.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

L'étude a impliqué 300 ménages répartis dans plusieurs zones de mangroves, en utilisant des questionnaires et des entretiens pour recueillir des données quantitatives et qualitatives.

Développer des infrastructures de garde d'enfants

Il est crucial d'établir des services de garde communautaires subventionnés dans les zones rurales pour permettre aux femmes de participer aux activités économiques sans être freinées par la charge des soins non rémunérés. Ces services devraient être adaptés aux besoins locaux et proposer des solutions abordables pour alléger le fardeau des tâches familiales.

Sensibiliser aux normes sociales de genre

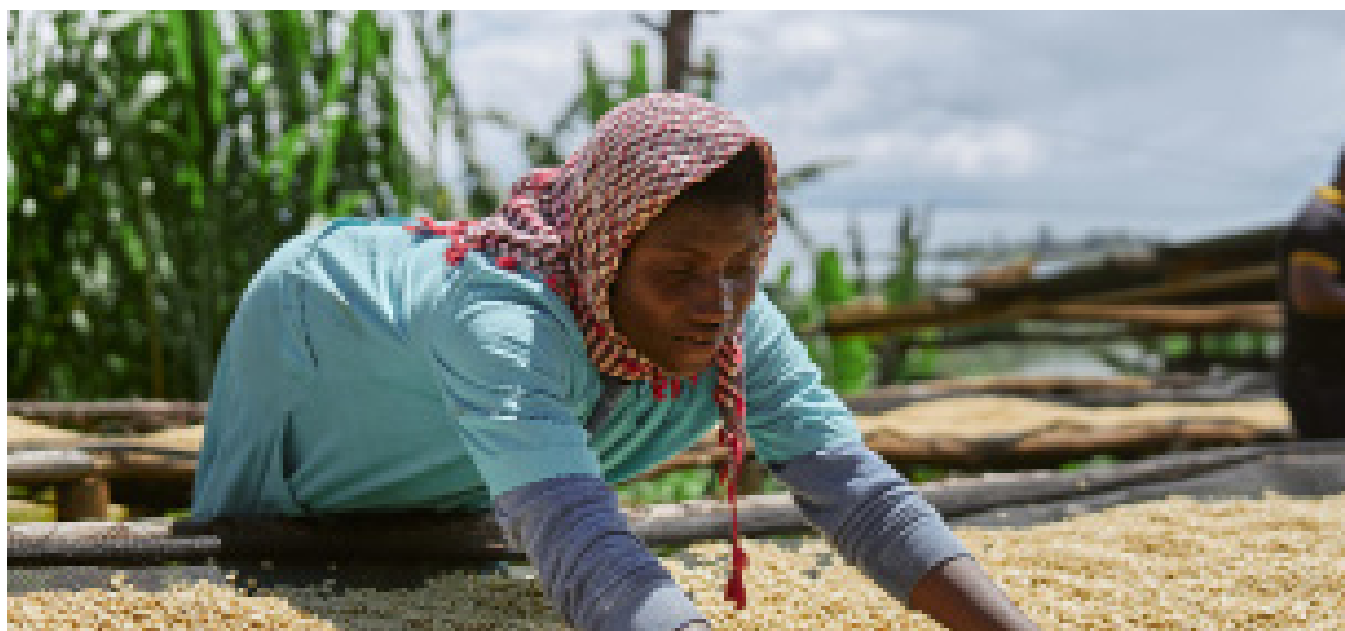
Des campagnes d'éducation sont nécessaires pour déconstruire les normes restrictives et promouvoir un partage plus équitable des responsabilités domestiques. En ciblant les communautés et les jeunes générations, ces programmes peuvent encourager une répartition des tâches domestiques plus inclusive, permettant aux femmes de se consacrer à des activités rémunératrices.

Accroître l'accès aux services financiers pour les femmes

Pour renforcer l'autonomie économique des femmes, il est recommandé de mettre en place des programmes de microcrédit dédiés, favorisant le développement de leurs activités économiques parallèlement à leurs responsabilités domestiques. Des conditions de crédit flexibles et adaptées doivent être proposées pour soutenir les initiatives économiques féminines.

Encourager le travail flexible et le télétravail

Pour les femmes engagées dans des activités professionnelles, des politiques de travail flexible et de télétravail peuvent offrir une solution viable pour équilibrer les responsabilités familiales et professionnelles. Ces politiques permettent une meilleure intégration des femmes dans le marché du travail, tout en leur offrant la flexibilité nécessaire pour gérer leurs soins familiaux.



BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

- Padonou, E. A., Avocevou-Ayisso, C. M., Zanou, M., Obe, M. M., Agbahoungba, S., & Sinsin, B. (2023). Effects of unpaid caring activities and social norms on women's employment in mangrove areas of Ramsar site 1017 in Benin (West Africa). *Social Sciences & Humanities Open*, 7(1), 100387.
- FAO (2020). Gendered impacts of COVID-19 and equitable policy responses in agriculture. Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- Ewerling, F., et al. (2017). The SWPER index for women's empowerment in Africa. *The Lancet Global Health*, 5(9), e916-e923.
- International Labour Organization (2018). *Care work and care jobs for the future of decent work. ILO.
- Clark, S., Kabiru, C. W., Laszlo, S., & Muthuri, S. (2019). The impact of childcare on poor urban women's economic empowerment in Africa. *Demography*, 56(4), 1247-1272.
- Halim, D., Johnson, H., Perova, E. (2018). Does Access to Preschool Increase Women's Employment? East Asia and Pacific Gender Policy Brief, No. 3, Washington, DC: World Bank.
- Lokshin, M., & Fong, E. (2006). Child care and women's employment decisions in Russia. World Bank.

Auteurs

Élie **PADONOU**
Maxime M. **OBE**
Mireille **ZANNO**
Brice **SINSIN**

IDENTITÉ DU PROJET

Nom du projet :

Énergie solaire et biotechnologies pour les femmes entrepreneures dans les mangroves du site Ramsar 1017 au Bénin (SEWomen)

Coordonnateur :

: Dr Ir. Élie PADONOU, Maître de Conférences,
Université Nationale d'Agriculture, Bénin

Consortium

Laboratoire d'Écologie Appliquée (LEA), Université d'Abomey-Calavi, Bénin
École de Foresterie Tropicale (EForT), Université Nationale d'Agriculture (UNA), Bénin
ONG CLIMA, Bénin

Plan de financement :

Le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF/ GrOW), accord de subvention avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) pour le projet no 109627 – 001

Durée : Janvier 2021 – Décembre 2023

Budget : 500 000 dollars canadiens (CAD)

Pour plus d'informations

Dr Flaubert Mbiekop, Spécialiste de Programme Principal

Immeuble 2K Plaza, Route des Almadies, Dakar, Sénégal

P.O. Box 25121 CP10700 Dakar, Fann, Sénégal

Courriel : fmbiekop@crdi.ca

Série de Recherches GrOW Afrique de L'ouest

La Série de Recherches GrOW Afrique de l'ouest regroupe des recherches sur l'autonomisation économique des femmes en Afrique de l'Ouest. Elle fournit une base conceptuelle et empirique pour l'élaboration de politiques. Cette série est coordonnée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES) et publiée par le Forum pour l'Autonomisation Économique des Femmes en Afrique de l'Ouest (**FAUEFAO** – www.fauefao.org).

PARTENAIRES

